

Revue de presse

#BORDEAUX GSEF 2025



L'économie sociale et solidaire, c'est quoi ?

Les entreprises qui relèvent de l'économie sociale et solidaire font de l'emploi leur valeur cardinale. Le forum mondial qui lui est dédié s'ouvre aujourd'hui à Bordeaux. P. 2-3 et 10-11

PHILIPPE SALVAT / SO

FORUM MONDIAL DE L'ESS

« Bordeaux, c'est déjà l'après-Davos »

Déclarations solennelles, appels à agir : ce vendredi, les participants au Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, organisé au Palais de l'Atlantique, à Bordeaux, ont réaffirmé leur espoir de changer le monde

Yoann Boffo
y.boffo@sudouest.fr

Positifs et résolu. Les 10 800 participants au Forum mondial de l'économie sociale et solidaire se sont séparés sur une touche d'espérance, vendredi 31 octobre à Bordeaux. Celui que les trois jours d'échanges, de table ronde et de partage d'expériences organisés au Palais de l'Atlantique (lire nos précédentes éditions) essaient au sein des 907 villes représentées lors de ce congrès mondial.

« Le forum est le point d'impact de la pierre jetée dans le lac. Nous sommes les cercles dans l'eau. Rentrons et changeons nos groupes, nos sociétés », invite Ahmed Galai, prix Nobel de la paix 2015 pour son engagement en faveur des droits de l'homme en Tunisie. L'événement mondial s'est conclu par une série de déclarations pour une paix durable, pour « construire sans détruire » et contre « un modèle économique dominant qui transforme les individus en consommateurs isolés plutôt qu'en citoyens engagés ».

Jamais vu

La solennité n'empêche pas l'émotion. Jusqu'aux larmes, parfois,

lorsque durant près d'une heure, une centaine de jeunes, venus de cinq continents, se sont passé le micro. Des messages courts, écrits en rimes et dans plusieurs langues, qui dessinent une « déclaration de la jeunesse ». Un appel vibrant à « démarchandiser les biens essentiels », délivré dans la grande salle des séances plénières. « Permettez à la dernière personne du dernier village au monde de rêver encore », a résumé l'un des orateurs. Depuis trois jours, les délégations de jeunes phosphoraient à la Cité bleue de Bacalan. Leur plaidoyer en six points entend influencer les décideurs politiques afin de bâtir un monde plus juste et durable fondé sur l'économie sociale et solidaire.

« Les valeurs de solidarité, de justice et de paix véhiculées par l'économie sociale et solidaire permettent à ces jeunes de donner du sens à leur existence, à leur résistance », marque Pierre Hurmic, « secoué par certaines rencontres ». En aparté, le maire de Bordeaux se félicite d'un « succès sur toute la ligne pour l'économie sociale et solidaire et pour le rayonnement de la ville. 109 pays représentés à Bordeaux pour un sommet mondial, c'est unique dans l'histoire. » La clôture des débats ne s'est pas limitée aux bons sentiments.

EMMANUEL MACRON HUÉ

Attendu à l'ouverture du forum, le président de la République avait brillé par son absence (lire page 8). Il s'est finalement fendu d'un discours vidéo, filmé dans la semaine à l'Élysée et diffusé en séance plénière, qui s'est achevé sous les huées du public, alors que le projet de loi de finances 2026 prévoit une baisse de 54 % des crédits alloués à l'économie sociale et solidaire. « Je trouve dommage que l'État français se désengage à l'heure où nous en avons le plus besoin », marque Pierre Hurmic. Le maire écologiste de Bordeaux en a soufflé un mot à Serge Papin, lors d'une entrevue avec le ministre organisée à la mi-journée. Chargé des PME, il veille également sur l'ESS, depuis un décret paru mercredi.



Les délégations de jeunes du monde entier ont longuement pris la parole pour clore le forum. FABIEN COTTEREAU / SO

« Le forum est le point d'impact de la pierre jetée dans le lac. Nous sommes les cercles dans l'eau »

Une « Déclaration de Bordeaux » synthétise les échanges et esquisse des propositions. « Sept des neuf limites planétaires sont dépassées, les inégalités à l'intérieur de chaque pays s'accroissent, jamais le monde n'a connu autant de conflits depuis 1946 et les démocraties sont en recul », pose Timothée Duverger, chercheur au centre Émile-Durkheim et président du comité de rédaction. Mais l'avenir n'est pas écrit. Loin de là. »

Infuser partout

Pour les participants au forum, l'économie sociale et solidaire est une solution. « C'est un acteur économique efficient, qui ne traite pas les ressources matérielles et immatérielles de manière prédatrice, mais comme des biens à renouveler. Elle offre aux individus comme aux groupes un rôle, elle développe leur pouvoir d'agir par le contrôle démocratique, la participation économique et l'éducation en vue de l'émancipation et la prise en charge collective. » Le document s'adresse directement à l'ONU, à l'Union européenne, aux États et aux gouvernements locaux avec 27 « appels » concrets à aider l'économie sociale et solidaire. Un soutien politique, légal et financier,



10 800 participants venus de 109 pays différents. Un événement d'une telle ampleur est une première à Bordeaux. FABIEN COTTEREAU / SO

afin de « reconnaître le rôle moteur de l'ESS pour l'innovation sociale au service du progrès social ». Il vise à l'inclure dans toutes les politiques publiques de santé, d'emploi, de logement, d'éducation, etc. « Plus que jamais, nous devons coconstruire et coproduire des politiques transformatrices pour réencastrier l'économie dans la société », invite la déclaration. Un remède à la crise des États, et « une vitamine pour nos démocraties », selon le mot de Stéphane Mon-

tuzet, président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.

« Bordeaux n'est pas l'anti-Davos. C'est déjà l'après-Davos », résume Pierre Hurmic, en référence au Forum économique mondial. Le maire de Bordeaux a transmis le flambeau à Maricá. La ville brésilienne du transport public gratuit et du revenu citoyen accueillera la huitième édition du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire en 2027.

GSEF 2025 / BORDEAUX

Au Forum de l'économie sociale et solidaire, « un autre monde est déjà là »

Le GSEF Bordeaux 2025 s'est ouvert mercredi 29 octobre au Palais 2 l'Atlantique et se déclinera aussi dans sa version grand public au Hangar 14 et à la Cité bleue de Bacalan. Sur place, beaucoup de présents et deux grands absents : l'État et le gouvernement

Serge Latapy
s.latapy@sudouest.fr

A quoi ressemble le monde de l'économie sociale et solidaire (ESS) ? Ce mercredi 29 octobre, au Palais 2 l'Atlantique à Bordeaux, à un grand salon où l'on cause toutes les langues, où le dress code est plus varié qu'ailleurs (100 nationalités représentées) où chacun pose pour la photo, déchiffre le badge du voisin, fait la queue pour un café. Ce 7^e Forum mondial de l'ESS de Bordeaux (GSEF) a pris pour slogan « Un autre monde est déjà là ». Il s'est ouvert sur un constat : il y a déjà du monde, et plus que prévu.

Les organisateurs annonçaient 5 000 participants. Le précédent forum, à Dakar (2023), en comptait 6 000. « À ce jour, nous avons plus de 9 000 inscriptions. Si on ajoute les

deux autres sites ouverts au public, Hangar 14 et Cité bleue, on peut tabler sur plus de 10 000 sur ces trois jours », dit la Ville de Bordeaux, qui préside ce GSEF coorganisé par la Région, la Métropole et le Département.

Qui sont ces ambassadeurs de l'ESS ? Des acteurs régionaux et nationaux, européens, mais aussi beaucoup venus d'Afrique de l'Ouest. Et ce, en dépit de l'absence d'une centaine de participants africains, dont les visas ont été refusés par l'ambassade de France. On compte aussi plusieurs visiteurs d'Asie, Amérique du Sud, ainsi qu'une forte délégation québécoise.

« Un moment d'histoire »

Le dispositif ? Passé le grand hall d'accueil, un village sur lequel on a planté des stands et un « arbre à palabres ». Derrière, un vaste audito-

rium qui accueille les séances plénières et les témoignages vidéo du monde entier. Aux étages, les débats : 169 tables rondes au menu. L'ambiance est studieuse, la traduction simultanée assurée en plusieurs langues. Le programme ? Trois jours de partage d'expérience, débats et plaidoyers pour un modèle plus juste et plus vertueux. Car ici, beaucoup pensent que l'heure est grave, le moment solennel.

« Nous sommes ensemble pour écrire un moment d'histoire », pose Pierre Hurmic, le maire de Bordeaux, dans son discours inaugural, hommage à l'ESS, « levier de transformation pour une économie res-

L'ESS représente en France « 14 % des emplois salariés mais ne reçoit que 7 % des aides publiques »

ponsable, locale, participative ». Une économie dont il rappelle qu'elle représente en France « 14 % des emplois salariés mais ne reçoit que 7 % des aides publiques [...]. L'ESS a besoin d'un soutien politique. »



Autour de l'arbre à palabres, dans le Village du forum mondial de l'ESS, dans le Palais 2 l'Atlantique, mercredi 29 octobre, jour de l'ouverture du GSEF 25. S. L.

Même ton pour Benoît Hamon, président d'ESS France, qui oppose l'anti modèle « d'un monde dominé par la Chine, les États Unis et les géants de la tech, qui poursuit la prédation des écosystèmes naturels et humains », à celui l'ESS. Les discours d'Alain Garnier (Métropole), Alain Rousset (Région) Jean-Luc Gleyze (Département) étaient de la même teneur, rappelant leur volonté d'accompagner le secteur, menacé en France par les coupes budgétaires.

L'État, grand absent

À ce sujet, chacun a constaté que les grands absents du jour sont l'État et le gouvernement. Le fameux discours vidéo d'Emmanuel Macron, annoncé pour ce jour et « promis depuis des mois », se fait toujours attendre, relève le maire écologiste de

Bordeaux. Une illustration selon lui du désengagement d'un État « sclérosé, dégradé », en opposition aux « territoires » qui portent l'innovation sociale. Même reproche de Benoît Hamon : « En France, le moindre salon avec quatre start-ups attire 15 ministres. Ici, il n'y en a pas un. » La venue annoncée pour vendredi de Serge Papin, ministre des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et du Pouvoir d'achat, n'y changera pas grand-chose.

Le Forum débouchera sur une déclaration solennelle, visant à porter la cause de l'ESS dans le monde, « co-construite » avec tous les participants. « L'appel de Bordeaux » n'est pas encore rédigé. Mais la déclaration sera « offensive, politique », promet-on.

« Une économie de la redistribution, qui revendique la justice sociale et la coopération »

Stéphane Montuzet, président de la Chambre régionale de l'ESS

« L'économie sociale et solidaire, c'est une réalité socio-économique et une réalité d'engagement. Elle est présente partout : la santé, l'éducation, les sports et loisirs, la transition alimentaire, le réemploi. Le voilà notre projet économique, social et de société. La Cour des comptes le dit, 80 % des interventions du champ de l'ESS sont une continuité directe des politiques publiques, des politiques d'État et des politiques des collectivités territoriales. On s'inscrit dans la redistribution et

la justice sociale : je ne vois pas comment on peut être contre une économie qui se pose comme solidaire. Une économie de la redistribution, qui revendique la justice sociale et la coopération avec les autres secteurs. Si effectivement il y a une économie, ou du moins un secteur, qui a la fierté de vouloir s'occuper de ces questions-là, c'est l'économie sociale et solidaire. Si d'autres veulent se joindre à nous, tant mieux, ils seront les bienvenus : on peut être en colère contre une forme de dysfonctionnement sociétal et économique. La Cour des comptes rappelle que même si l'ESS représente 14 % des emplois, elle ne reçoit que 7 % des aides privées. Et nous restons les premiers à prôner la coopération et les passerelles avec l'économie conventionnelle. »

Simple « laboratoire vertueux » ou vrai « projet de société » ?

Deux points de vue sur le modèle de l'économie sociale et solidaire, dont le forum mondial est organisé à Bordeaux, jusqu'à ce vendredi



Le magasin Ikos de Bordeaux, préfiguration d'un « village du réemploi », emblématique de l'économie sociale et solidaire. GUILLAUME BONNAUD / SO

« Un modèle essentiellement basé sur des aides publiques, où la prise de risque n'existe pas »

Jean-Marc de Winter, patron des conserveries Alain Martin

« C'est un secteur nécessaire, un beau laboratoire d'innovations, qui génère des valeurs importantes et permet à certains publics éloignés de l'emploi de travailler. Elle développe des valeurs d'humanité et de partage de plus en plus oubliées dans ce monde digitalisé, cela permet de remettre l'humain au centre. Mais c'est comme l'écologie : pourquoi a-t-il besoin d'un parti politique, alors que c'est du bon sens, tout le monde devrait en faire. On s'est tous mis à la RSE, on essaye d'être le plus juste possible, faire un maximum pour l'inclusion, des travailleurs handicapés, par exemple. On ne peut pas opposer ces deux économies. L'ESS



CONSERVERIES AM

nous inspire : il y a un problème de répartition des richesses, c'est vrai, il faut plus de justice... mais dans le monde dans lequel on vit, on ne peut pas tous faire de l'ESS. Dans l'économie classique, on crée du profit pour le redistribuer dans l'entreprise mais aussi le réinvestir et en créer encore. Il s'agit aussi de récompenser la prise de risque du dirigeant ou des actionnaires : ils portent une responsabilité, un poids juridique, ils s'endettent, il faut bien rémunérer ça. L'ESS est un modèle essentiellement basé sur les aides publiques, la prise de risque n'existe pratiquement pas. »

Propos recueillis par Margot Sanhes et Adrien Vergnolle

GSEF À BORDEAUX

L'économie sociale et solidaire locale craint pour son avenir

Le forum mondial de l'économie sociale et solidaire se tient au moment où le secteur, dans un contexte de tarissement des financements publics, paraît plus menacé que jamais

Serge Latapy
s.latapy@sudouest.fr

C'est un paradoxe, déjà soulevé. Au moment où Bordeaux accueille le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF, pour Global Social Economy Forum), du 29 au 31 octobre, l'ESS locale, en Gironde comme partout en France, craint pour son avenir. La perspective de baisse des financements publics, notamment via le Projet de lois des finances en préparation, menace la pérennité des structures, en particulier les associations qui forment la grande majorité du contingent de l'ESS.

Le 23 octobre dernier, l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes) dénonçait un budget 2026 « accablant » pour le secteur, confronté à un « effet ciseaux » : contraction des soutiens publics et hausse des coûts salariaux, conséquence du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ces inquiétudes relaient celles exprimées le 11 octobre lors de la manifestation nationale du mouvement associatif, sur fond de coupes et d'incertitudes budgétaires.

Trouver d'autres fonds

En Nouvelle-Aquitaine, selon l'Insee (chiffres 2022), l'ESS représente 263 145 emplois salariés (soit 12,2 % des emplois salariés de la région), dont 190 199 dans le domaine associatif (73 %). Mais la hausse de 5,6 % des effectifs constatée depuis 2018 pourrait s'arrêter. Voire s'inverser ? « Des associations, les plus vulnérables, mettent déjà la clé sous la porte », déplore Maud Caruhel, vice-présidente de la Nouvelle-Aquitaine en charge de l'ESS. Alors que la Région travaille à son budget, « nous préservons au maximum le volet accompagnement de l'ESS », assure-t-elle. Entre financements directs et travail sur les « têtes de réseau »

(Chambre régionale de l'ESS, Co-opérative des tiers lieux), la Région consacre 6 millions d'aides directes au secteur. Mais la crise est là dans tous les domaines : « Économie circulaire, aide aux personnes, etc. » Au-delà du tarissement public, il faut compter avec la contraction économique générale et « ces contrats privés qui ne se finalisent pas ».

Face aux difficultés, la Région projette un budget ESS pour 2026 « maintenu ou très légèrement diminué », et sa volonté de « renforcer l'accompagnement du modèle économique des entreprises, pour essayer de passer cette crise [...] ». Il faut trouver des financements pérennes, au-

« Nous avons calculé que le Département a injecté 511 millions d'euros dans le domaine de l'ESS en 2024 »

delà de l'appel à projet pour un an ». Et se tourner vers d'autres sources, « fonds européens, fonds privés de projets en territoire sur le mode de la fondation ». Ou encore développer l'épargne et la finance solidaires, comme le fait le réseau France active.

Les inquiétudes sont d'autant plus fortes en Gironde, qui compte sur son territoire 62 912 salariés (1), 4 766 établissements liés à l'ESS, dont plus de 4 000 associations, 400 coopératives, 148 mutuelles et 39 fondations (chiffres Cress, 2024). Soit d'après le Département, « près d'un salarié sur dix », pour plus de la moitié dans le secteur de l'action sociale. Comme d'autres avant elle, la vice-présidente pour l'habitat, l'insertion et l'ESS Sophie Piquemal juge « aberrant » le désengagement de l'État et souligne l'utilité sociale du secteur. Mais ici, ne risque-t-il pas d'être en premier lieu affecté par les incertitudes du budget du Départe-

ment, confronté à un déficit historique ?

D'autant que « notre compétence est fortement liée à l'ESS », rappelle Sophie Piquemal. Pour l'année 2024, à côté des 32 millions d'aides directes aux associations, « nous avons calculé que le Département a injecté 511 millions d'euros dans le domaine de l'ESS ». Ce chiffre, « environ 25 % du budget », correspond aux prestations sociales (aides à l'enfance, à l'hébergement, à l'autonomie, etc.) indirectement fléchées vers le secteur. Dans ce contexte, quel sera l'impact du trou de 2025 et du budget 2026 qui se dessine ? « Beaucoup de prestations relèvent du droit, comme le RSA et ne seront pas forcément à la baisse », avance l'élue.

« Image affaiblie »

Et pour les aides aux associations ? « On regarde structure par structure. On fait des arbitrages, on y travaille », dit la vice-présidente, qui parle d'« optimisation », de « mutualisation », mais ne se risque pas à avancer des coupes pour un secteur particulier, avant le vote du budget en janvier, ou les déclarations du président Jean-Luc Gleyze. Ce dernier a déjà évoqué des baisses dans les secteurs de la culture ou du tourisme. Pas de l'action sociale.

Dans un communiqué et dans une interview donnée à « Sud Ouest », le président d'ESS France Benoît Hamon regrette le « désengagement injustifiable de l'État », qui offre une « image affaiblie » de l'ESS française, longtemps pionnière, à la veille du sommet mondial de Bordeaux. Le thème reviendra dans le forum, même si les participants profiteront aussi de ce moment de plaidoyer pour promouvoir ce « laboratoire d'innovation sociale », au service des territoires. Résilient, forcément. Comme un rayon de soleil dans un horizon brumeux.

(1) 67 523 salariés en 2022 selon l'Insee.

Lire aussi pages 2 et 3.

Mais au fait, c'est quoi l'économie sociale et solidaire ?

Le Bordeaux GSEF 2025, le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, accueille 5 000 participants du monde entier. Ce pan de l'économie, indispensable, reste mal connu

C'est un acronyme qui n'a pas encore de signification immédiate pour le grand public : ESS. Même ceux qui savent ce qui se cache derrière ces trois lettres ignorent bien souvent tout ce que recouvre l'économie sociale et solidaire. Peut-être parce que sa définition dans la loi est encore récente.

1 Des principes de gestion et d'entrepreneuriat

L'ESS a acquis sa légitimité en 2014 avec la loi relative à l'économie sociale et solidaire portée par Benoît Hamon, alors ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire. Le texte a permis la création d'un socle juridique. Il définit ainsi l'ESS : « Un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes : un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ; une gouvernance démocratique. » À ces conditions s'ajoutent des principes de gestion qui prévoient que « les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ». Pas de distribution de dividendes, donc.

2 De multiples secteurs représentés

Ces bases posées, il faut préciser que l'ESS représente une grande diversité d'acteurs et d'entreprises dans de nombreux secteurs, et pas seulement dans celui de la solidarité, même si elle y joue un grand rôle. L'ESS, c'est notamment l'aide alimentaire, l'insertion, les clubs de sport des enfants, le spectacle vivant, l'éducation... Dans le détail, le poids de l'ESS est très important (près de

60 % des emplois) dans le secteur de l'action sociale au sens large : hébergement social, entreprises d'insertion, associations caritatives, etc. L'économie sociale et solidaire est également très présente dans le secteur des sports et loisirs, avec les clubs sportifs associatifs et les centres de loisirs où elle représente 58 % des emplois.

Enfin, il faut citer aussi le domaine des arts et spectacles, qui compte de nombreuses associations, et les activités financières et d'assurances avec les grandes banques coopératives (Banque populaire, Crédit mutuel) et le secteur mutualiste. L'ESS est moins présente dans la construction ou l'industrie – malgré la présence de coopératives industrielles comme Duralux, pour la plus célèbre –, l'information et la communication, la restauration et le commerce.

3 10 % des emplois en France

Selon les derniers chiffres de l'Insee, qui datent de 2022, l'économie sociale et solidaire représente 10 % des emplois en France et 14 % des emplois du secteur privé, soit 2,6 millions d'emplois. L'ESS regroupe 155 000 entreprises employeuses, tous statuts juridiques confondus. Parmi ces entreprises, on compte 120 750 associations, soit près de 80 % des emplois (2 millions de salariés), 23 880 coopératives, 7 330 mutuelles, 721 fondations et 2 000 entreprises agréées Esus (entreprise solidaire d'utilité sociale).

En Nouvelle-Aquitaine, l'ESS représente 263 145 emplois, dont 190 199 dans les associations. Les coopératives s'avèrent particulièrement dynamiques, en progression de 13,7 % entre 2018 et 2022, soit 41 500 emplois.

Stéphanie Lacaze



Les associations comme la Banque alimentaire forment le gros des troupes de l'économie sociale et solidaire. ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD / SO

A Mimizan, une entreprise solidaire a pris racine

Innovation liée à l'économie sociale et solidaire (ESS), qui tient salon à Bordeaux ces jours-ci, la première entreprise à but d'emploi des Landes, Seve 40, a été lancée en mai dernier dans le cadre d'un Territoire zéro chômeur de longue durée. Les salariés témoignent

Aurélié Champagne
a.champagne@sudouest.fr

Pour eux, l'horizon s'est dégagé au printemps dernier. Le 30 avril, veille de Fête du travail, comme un pied de nez à leur statut de chômeur de longue durée, 18 hommes et femmes ont signé un CDI au sein de la Société des employés volontaires et engagés (Seve 40), première entreprise landaise à but d'emploi (EBE) créée à Mimizan et Pontenx-les-Forges. Six mois après, ils sont désormais 24, l'objectif d'ici à 2027 étant d'arriver à 65.

Ce retour sur le chemin de l'emploi ne doit rien au hasard. La naissance de cette entreprise, qui embrasse pleinement la philosophie de l'économie sociale et solidaire (ESS), est l'aboutissement d'une longue marche entamée en 2021 par la Communauté de communes de Mimizan pour « faire de l'emploi un droit ». La collectivité a travaillé durant quatre ans avec une kyrielle de partenaires – l'État, France Travail, le Conseil départemental des Landes et l'Association Entr'aide Travail (AET) du Born,

qui porte l'EBE Seve 40 – pour recevoir l'habilitation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZC).

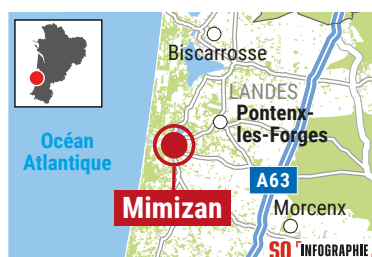
Desemplois supplémentaires

« Notre mission est simple : produire des emplois supplémentaires adaptés aux personnes durablement privées d'emploi, tout en répondant à des besoins locaux utiles et non satisfaits », expose Marion Laisement, directrice générale de Seve 40. Entretien des pistes cyclables, nettoyage, distribution d'imprimés, gardiennage ou encore réparation et remise en état d'appareils électroménagers, l'EBE propose ainsi des services complémentaires à ceux existant déjà localement.

Illustration du côté de l'atelier de réparation d'appareils électroménagers, installé dans un hangar de Pontenx-les-Forges. Fours, télévisions et plaques de cuisson attendent d'être reconditionnés. « Il y a une dimension sociale intéressante, souligne Anthony Noël, qui encadre le groupe. Cela donne du travail à des gens qui étaient dans le besoin, et cela permettra d'autres personnes sans trop de moyens de pouvoir racheter ce



Jacques et Laurent, tous deux absorbés par la réparation d'une machine à laver dans l'atelier de Seve 40 à Pontenx-les-Forges. PHILIPPE SALVAT / SO



matériel à petit prix dans la boutique de l'EBE, à Mimizan.»

Absorbé dans la réparation d'une machine à laver, Laurent Philippe, 59 ans, fait partie de ces travailleurs dont la trajectoire a été rompue par un accident de la route. « Voiture contre moto », résume-t-il simplement. Reconnu travailleur handicapé à 34 %, l'ancien ouvrier papetier opère une reconversion professionnelle dans l'électromécanique à Montpellier, puis cherche du travail partout, jusqu'en Polynésie, avant de revenir à Mimizan, où France Travail lui parle du projet d'EBE.

« Si l'on m'avait dit qu'à 60 ans je suivrais une formation en électroménager, je ne l'aurais pas cru ! »

Son expérience se révèle précieuse pour son binôme du jour, Jacques Martel, 60 ans, jusqu'ici plutôt habitué « à bricoler avec de l'adhésif double face » qu'à ausculter les entrailles d'une machine à laver. « Si l'on m'avait dit qu'à 60 ans je suivrais une formation en électroménager et que je conduirais un gros tracteur sur les pistes cyclables pour les débroussailler, je ne l'aurais pas cru ! » Mais est-ce si étonnant de la part d'un touche-à-tout pareil, qui a été dessinateur projeteur dans une entreprise spécialisée dans la conception d'usines en région parisienne, éditeur de magazines d'histoire dans le Luberon, et auteur de six romans ?

« Compétences folles »

Pour lui aussi, le scénario s'est obscurci. Après « la crise de la presse en 2005 », Jacques Martel retrouve son métier de dessinateur projeteur, du côté de Bordeaux cette fois. En 2017, il démissionne mais continue à y effectuer de petits contrats une semaine par mois. « Cela a tenu huit ans, jusqu'au changement de gérance. Et là, financièrement, je ne pouvais plus tenir. J'ai entendu parler du Territoire zéro chômeur, le projet m'a intéressé. » « On nous apprend tous les jours quelque chose de nouveau », renchérit Julien Begaud, 40 ans, qui a intégré l'entreprise le 20 octobre. Cet ancien tractoriste dans le Médoc ne cache pas sa satisfaction : « Je suis content, clairement. C'est un travail sûr. »

Même discours du côté du siège de

Un forum grand public à Bordeaux pour découvrir la richesse de l'ESS



Supercoop, le supermarché coopératif et participatif de la métropole bordelaise, sera présent sur la place de marché du Hangar 14. ARCHIVES CLAUDE PETIT / SO

Durant le forum Bordeaux GSEF, le Hangar 14 accueille gratuitement le grand public dès aujourd'hui et jusqu'à vendredi

Durant trois jours, Bordeaux va vivre au rythme du GSEF, le Global Social Economy Forum, en français le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (ESS), où 5 000 participants venus du monde entier sont attendus. Les rendez-vous officiels sont programmés au parc des expo-

sitions. Le grand public, lui, est attendu de 16 à 22 heures au Hangar 14, au cœur de la ville, pour une découverte de cette économie différente qui n'est pas basée sur les profits.

L'espace offre d'abord aux visiteurs la possibilité de flâner dans une place de marché engagée forte d'une trentaine de stands. L'occasion de découvrir des produits d'artisanat originaux en laine tuftée ou une marque de mode éthique et équitable. Pour les gourmands, la boulangerie coopérative d'Uzeste, en Sud-Gironde, et Terra Etica (café et chocolat) proposeront leurs productions. Côté restauration, la buvette sera tenue par les jeunes de Flashcoop. Durant deux semaines, ils

vont créer et gérer leur activité de vente de jus frais dans le cadre d'un projet d'entrepreneuriat coopératif d'insertion.

Conférences

Pour les nourritures intellectuelles, le menu s'annonce aussi riche et varié, avec des conférences, tables rondes et rencontres. Au menu, des sujets d'actualité brûlants : « Retour de bâton anti-écologie : comment les médias résistent-ils ? » ou encore « Financements, libertés... : les associations sont-elles en danger ? ». Ces deux rendez-vous sont programmés de 19 à 20 heures le mercredi et le jeudi pour rassembler le plus grand monde. Juste avant, les tables rondes

s'attacheront à tisser des liens entre l'économie conventionnelle et l'ESS autour de questions comme « Entreprises de l'ESS et entreprises conventionnelles pourront-elles co-construire un futur désirable ? » et « ESS : un exemple inspirant pour de nouveaux modèles de développement ? ».

À partir de 20 heures, des rencontres en duo d'une vingtaine de minutes mettront en avant l'aspect innovant de l'ESS, avec des initiatives inspirantes autour de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de la responsabilité territoriale des entreprises (RTE), de l'inclusion et du bien-être au travail.



La Gironde compte sur son territoire 62 912 salariés et 4 766 établissements liés à l'ESS.

ARCHIVES THIERRY DAVID / SO

La Ruche aide des réfugiés à créer leur entreprise

Rencontres avec des experts, échanges sur le projet, étude de marché : La Ruche se donne neuf mois pour lancer dix réfugiés sur le chemin de la création d'entreprise. Une porte vers l'intégration

L'envie est là. Les savoir-faire aussi. Reste à faire éclore les projets. « Notre rôle est de les aider à rebondir », résume Leila Crapez. Cheffe de projet à l'incubateur La Ruche, elle prépare la première promotion du programme Tempo à Bordeaux. Dix réfugiés, apatrides ou bénéficiaires de la protection subsidiaires, accompagnés dans leurs envies d'entrepreneuriat. Depuis 2019, il a déjà aidé 282 personnes, dont 56 % de femmes, en région parisienne. « La plupart ont une compétence qu'ils ne peuvent pas transposer en France, à cause de la barrière de la langue ou de leurs diplômes qui ne sont pas reconnus chez nous. » Leila Crapez cite le cas de cet ancien magistrat afghan, réfugié en France après la reprise en main du pays par les Talibans. La Ruche a aidé sa reconversion à la tête d'une entreprise d'import-export d'épices.

Affaire de confiance

Débarqués au pays de la gastronomie, « beaucoup cherchent à valoriser

le patrimoine culinaire de leur pays avec une activité traiteur. Certains se lancent aussi dans la création d'associations pour aider les arrivants dans leurs démarches. » À Bordeaux, la sélection des premiers bénéficiaires suit son cours. « C'est gratuit, mais c'est un engagement de neuf mois, avec peu de places », précise Nathalie Le Roux, directrice de La Ruche à Bordeaux. Après un entretien individuel pour « identifier les freins à leur projet », un jury juge la motivation.

Les bénéficiaires participent à une journée collective par mois. « On les aide à développer des compétences entrepreneuriales », résume Leila Crapez. Mise en pratique et pédagogie ludique. Encadrés par des bénévoles, les participants travaillent aussi leur français. En parallèle, ils sont suivis individuellement. « Comment leur projet avance ? Quels sont les obstacles ? Quelle structure peut les aider ? », explique Sara Alonso. Elle assumera

une mission d'éclaireuse dans la jungle des dispositifs et des aides à la création d'entreprise. « Bordeaux Métropole dispose d'un écosystème actif, notamment en matière de microcrédit », explique Nathalie Le Roux. Ce volet individuel vise aussi à mettre les néoentrepreneurs en relation avec des experts-comptables, des avocats ou des juristes utiles à leur projet.

Au-delà de l'insertion professionnelle, Tempo vise l'inclusion. « Nous transmettons des compétences qui sont autant de codes culturels, un sa-

« Nous transmettons des compétences qui sont autant de codes culturels, un savoir-être »

voir-être, explique Nathalie Le Roux. Les participants renouent contact avec des inconnus. « Un embryon de réseau professionnel. Pour ces publics vulnérables, marqués par l'exil et les épreuves, c'est un moyen de retrouver confiance. Leila Crapez cite l'exemple de ce journaliste vénézuélien, titulaire d'un CAP boulangerie. « Il voulait ouvrir sa boutique, mais avait peu d'ex-



Nathalie Le Roux, la directrice, Sara Alonso et Leila Crapez se préparent à accueillir les premiers bénéficiaires du programme Tempo. FABIEN COTTEREAU / SO

périence et de financement. Il s'est vite aperçu que ce ne serait pas possible. Nous l'avons aidé à y voir plus clair, à prioriser. Il n'a pas créé sa boulangerie, mais il a compris que ce serait possible à l'avenir. » Sécuriser. Plutôt que pousser. Le bon tempo. À Paris, 68,5 % des participants pour-

suivent leur projet à la fin du programme. Les trois-quarts d'entre eux continuent un an après.

Yoann Boffo
Le formulaire d'inscription est disponible sur la-ruche.net. Les personnes intéressées par du bénévolat peuvent écrire à sara.a@la-ruche.net